
CENTRAFRIQUE : à la suite de la visite de M. Roussin

L'ambassadeur de France et le colonel Mancion ont été rappelés à Paris

De retour d'une visite à Bangui, le ministre français de la coopération, Michel Roussin, a confirmé, lundi 7 juin, devant quelques journalistes, la nomination de Michel Lunven, ambassadeur au Niger jusqu'à fin mars, comme représentant spécial du gouvernement français, ayant autorité sur tous les services français en Centrafrique « jusqu'à la menée à bien du processus électoral » (*le Monde* du 8 juin).

L'arrivée de M. Lunven en République centrafricaine, prévue pour le lundi 14 juin, doit être suivie, dès le lendemain, du retour à Paris de l'ambassadeur de France, Alain Pallu de Beaupuy, qui n'était en poste à Bangui que depuis un an. Simultanément, le colonel Jean-Claude Mancion, qui avait dirigé la garde présidentielle – avant d'être conseiller spécial du président Kolingba – et qui était en mission à Bangui pour le compte de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) bien qu'il soit payé par la mission militaire française de coopération, a également été rappelé en France, où il est rentré au lendemain de la visite de M. Roussin.

Le colonel Mancion, surnommé « Fred » dans les milieux du renseignement, a été, de fait, rapatrié sanitaire, à la suite d'une grave hépatite virale. Mais son contrat

avec la DGSE se terminait le 17 juillet. Il a été remplacé par le colonel Casamayou qui commandait jusqu'à présent la garde présidentielle. Le ministre n'a pas caché que ces retours étaient destinés à mettre un terme à la confusion qui régnait depuis un an dans les milieux chargés de représenter les intérêts français en Centrafrique. La mésentente entre MM. Mancion et Pallu de Beaupuy (lui-même un ancien de la DGSE, qui avait rompu les relations avec elle) était de notoriété publique.

Quant à la nomination de M. Lunven, elle constitue une première. Celui-ci a été chargé de veiller au bon déroulement du processus électoral, qui devait avoir lieu en octobre 1992 et a été reporté à octobre prochain par le président André Kolingba. Lors de sa visite, M. Roussin a pressé le chef de l'Etat, le premier ministre et le gouvernement d'organiser le scrutin avant cette échéance, dans les plus brefs délais. Le pays est confronté à une grave crise politique et économique (les salaires des fonctionnaires n'ont pas été payés depuis six mois). Selon une source informée, le gouvernement français s'apprête à débloquer une aide de 28 millions de francs à destination de Bangui.

M.-P. S.